



Accélérer la lutte contre les maladies non transmissibles

Présentation synthétique

- ❖ Afin de renforcer les mesures multisectorielles de lutte contre la crise des maladies non transmissibles (MNT), les dirigeants océaniques se sont engagés en 2014 à mettre en œuvre la Feuille de route régionale relative aux MNT. Le tableau de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) est utilisé pour rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Feuille de route.
- ❖ Malgré les avancées enregistrées entre 2019 et 2020, la progression reste insuffisante dans la plupart des pays océaniques, qui sont encore loin d'atteindre les cibles mondiales pour la lutte contre les MNT et les objectifs de développement durable (ODD) liés aux MNT.
- ❖ La pandémie de COVID-19, les catastrophes naturelles ainsi que d'autres priorités concurrentes continuent de freiner la progression dans tous les aspects de la prévention et de la lutte contre les MNT. Faute d'actions immédiates contre les MNT, les États et Territoires insulaires océaniques resteront à la traîne, et verront leur développement socioéconomique entravé.
- ❖ Les ministres de la Santé des pays océaniques sont invités à s'engager dans la lutte contre les MNT et à encourager des investissements plus importants et une action plus forte en la matière, ce qui suppose de définir des indicateurs propres au Pacifique pour les mesures prises par chaque pays océanique au regard de la Feuille de route (par l'intermédiaire des indicateurs du tableau de bord MANA), de mettre davantage l'accent sur les actions décentralisées contre les MNT au niveau des soins de santé primaires en y allouant des ressources suffisantes, et de prêter urgemment une attention accrue au renforcement des actions multisectorielles des pouvoirs publics et de la société civile pour lutter contre les MNT, notamment en approuvant le cadre législatif océanique et en acceptant que celui-ci soit porté à l'attention des dirigeants océaniques par l'intermédiaire des mécanismes régionaux aux fins de son application au niveau national.
- ❖ En accélérant la lutte contre les MNT, les pays océaniques et leurs partenaires pourront contribuer à concrétiser la vision des îles-santé et la Vision d'avenir : Devenir la Région la plus saine et la plus sûre, à réaliser les ODD et à permettre aux habitants de vivre longtemps et en bonne santé, tout en étant productifs.





Vision pour l'avenir

Responsables de 75 % des décès dans les pays océaniques, les maladies non transmissibles (MNT) sont une lourde menace pour la santé et un obstacle majeur au développement. Pour renforcer les mesures multisectorielles de lutte contre la crise des MNT, les dirigeants océaniques ont approuvé en 2014 la Feuille de route régionale relative aux MNT¹. Conformément aux « meilleurs choix » de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant les MNT², la Feuille de route compte cinq actions clés recommandées et plus de 30 autres interventions multisectorielles.

Le tableau de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) est utilisé pour rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Feuille de route en Océanie. **Les indicateurs de ce tableau de bord complètent ceux du cadre de suivi des îles-santé³, les indicateurs mondiaux de suivi de la progression des MNT, ainsi que les cibles des objectifs de développement durable (ODD) liées aux MNT⁴.**

Ce n'est qu'en renforçant sensiblement les mesures prises dans le cadre de la Feuille de route régionale relative aux MNT que les États et Territoires insulaires océaniques pourront atteindre les cibles mondiales relatives aux MNT⁵, notamment celle qui est de réduire d'un tiers la mortalité prématurée due aux MNT d'ici 2030.

Au cours des dix prochaines années, on attend des pays océaniques :

- ❖ qu'ils améliorent les mécanismes d'impulsion politique, de gouvernance et de responsabilité en matière de lutte contre les MNT, et notamment qu'ils appliquent davantage les politiques et la législation ad hoc dans tous les secteurs pertinents ;
- ❖ qu'ils s'assurent de l'engagement des différents ministères ;
- ❖ qu'ils s'assurent de l'implication forte des organisations de la société civile (OSC) et des communautés ;
- ❖ qu'ils renforcent les capacités et les services décentralisés de détection précoce et de prise en charge des MNT (laquelle inclut l'amélioration du bien-être mental) ;
- ❖ qu'ils mettent en place des programmes visant à gérer les problématiques transversales, en faisant notamment le lien entre les MNT et les maladies infectieuses ;

¹ Banque mondiale, *NCD Roadmap Report*, <http://documents.worldbank.org/curated/en/534551468332387599/pdf/893050WP0P13040PUBLIC00NCD0Roadmap.pdf>.

² OMS, *Combattre les MNT : « meilleurs choix » et autres interventions recommandées pour lutter contre les maladies non transmissibles*, <https://apps.who.int/iris/handle/10665/259350>.

³ OMS, *Framework of action for revitalization of healthy islands in the Pacific*, <https://apps.who.int/iris/handle/10665/207669>.

⁴ OMS, *Suivi des progrès dans la lutte contre les maladies non transmissibles 2020*, <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240000490>.

⁵ OMS, *NCD Global Monitoring Framework*, <https://www.who.int/publications/i/item/ncd-surveillance-global-monitoring-framework>.



- ❖ qu'ils mettent en place des systèmes de gestion des informations sur les MNT qui soient crédibles et accessibles et qui offrent une base factuelle à l'appui de l'élaboration des politiques ;
- ❖ qu'ils mettent en œuvre des mesures novatrices de promotion de la santé en faisant appel aux technologies de pointe et à des moyens de communication créatifs pour favoriser les changements de comportement.

Au niveau sous-régional, il conviendra d'exploiter les opportunités d'approches communes en Océanie, et notamment de partager les informations, les outils et les expériences.

Grâce à ces efforts, les pays océaniques et leurs partenaires pourront contribuer à concrétiser la vision des îles-santé et la Vision d'avenir : Devenir la Région la plus saine et la plus sûre, à réaliser les ODD et à permettre aux habitants de vivre longtemps et en bonne santé, tout en étant productifs.

Exemples de progrès accomplis récemment

Le défi est certes énorme, mais les ministères de la santé et leurs partenaires en l'Océanie ont pris des mesures concertées pour faire avancer la lutte contre les MNT. Les tableaux de bord MANA actualisés, qui comparent la période 2019-2020 à la situation de départ de 2017-2018, font ressortir des avancées dans plusieurs domaines, dont la lutte anti-tabac, les approches fondées sur la fiscalité, les mesures qui visent à influencer sur l'accès aux aliments et boissons moins sains et leur disponibilité, la mise en place d'un groupe de travail multisectoriel, le renforcement de la prise en charge des MNT au niveau des soins de santé primaires et l'appui aux mesures et à la surveillance des MNT (voir l'annexe 1). Ces activités sont complétées par de multiples actions qui visent à améliorer l'accès à des aliments plus sains, notamment des aliments locaux.

Dans le même temps, les partenaires du développement et les parties prenantes des États et Territoires insulaires océaniques ont déployé des efforts pour élaborer un cadre législatif axé sur l'Océanie, à la demande des directeurs de la santé et des ministres de la santé des pays océaniques. Une série de projets, de consultations et de discussions a débouché sur un cadre législatif océanique (annexe 2) qui traite de domaines clés tels que la lutte anti-tabac, le contrôle des boissons alcoolisées, la création de fondations pour la promotion de la santé, le *Code international de commercialisation des substituts du lait maternel*⁶, le marketing des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ciblant les enfants, les mesures fiscales de lutte contre les MNT et la réglementation de la teneur en sel, en sucre et en acides gras trans. Dans chaque domaine, lorsque cela est pertinent, le cadre législatif contient trois composantes : les politiques législatives, un plan législatif et les projets de dispositions législatives. Il est maintenant prêt à être examiné pour approbation.

Pourquoi est-il urgent d'agir ?

Malgré les avancées enregistrées, la progression reste insuffisante dans la plupart des pays océaniques, qui sont encore loin d'avoir atteint leurs objectifs nationaux en matière de lutte contre les MNT et les objectifs de réduction du nombre de décès

⁶ OMS, Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/40474/9242541605.pdf>.



prématurés dus aux MNT⁷. Les comportements néfastes pour la santé, tels que la sédentarité, la consommation insuffisante de fruits et de légumes, la consommation excessive de boissons et d'aliments mauvais pour la santé, le tabagisme, l'abus d'alcool et l'usage du kava, constituent toujours un défi de taille dans la plupart des pays de la région. La pandémie de COVID-19, les catastrophes naturelles ainsi que d'autres priorités concurrentes continuent de freiner la progression dans tous les aspects de la prévention et de la lutte contre les MNT. Certaines mesures prises pour lutter contre le COVID-19, par exemple les confinements, le télétravail et l'école à distance, sont susceptibles d'accroître le risque de MNT et les problèmes de santé mentale à long terme.

La pandémie de COVID-19 a perturbé la prise en charge des MNT (ajournement des programmes de dépistage, annulation des traitements planifiés, déficit de médicaments essentiels, etc.), retardé le comblement des lacunes en matière de politiques de prévention (élimination de l'ingérence de l'industrie du tabac, limitation des acides gras trans dans l'alimentation, restriction du marketing des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ciblant les enfants), et freiné l'application des politiques et de la législation ainsi que des mesures visant à améliorer l'accès à des aliments plus sains.

Malgré les engagements pris au plus haut niveau politique, il faut encore renforcer les mesures prises par les dirigeants et les décideurs, et s'attaquer aux causes profondes des MNT en agissant au-delà du secteur de la santé, en faisant participer l'ensemble des pouvoirs publics et de la société. Pour renforcer cette approche, les ministres pourraient saisir les occasions de plaider en faveur de la lutte contre les MNT lors des réunions du gouvernement ou au parlement, par exemple, en s'appuyant sur le tableau de bord MANA et d'autres indicateurs pour présenter les difficultés rencontrées et les progrès réalisés. La collaboration interministérielle doit en particulier être renforcée. Des efforts doivent par ailleurs être consentis pour que les organisations de la société civile contribuent plus efficacement à la lutte contre les MNT dans le cadre de leurs activités au niveau des populations et pour que les communautés adoptent des approches novatrices favorisant les changements de comportement et l'évolution des risques.

Le cadre législatif océanien donne aux États et Territoires insulaires océaniques des orientations pour l'élaboration de lois et de réglementations destinées à enrayer la crise des MNT dans le Pacifique. Après son approbation par les directeurs de la santé des pays océaniques en octobre 2021, son approbation par les ministres de la Santé – et son application ultérieure à des fins de révision des lois nationales relatives aux MNT – contribuera à la mise en œuvre de lois et de dispositions réglementaires dans tous les secteurs concernés.

Bien qu'ils aient fait leurs preuves dans la prévention du cancer du foie et l'élimination du cancer du col de l'utérus, les programmes de dépistage et de vaccination ne sont actuellement pas considérés comme prioritaires et ne se voient pas allouer des ressources suffisantes. De même, on passe à côté d'occasions de jeter des ponts entre les programmes de lutte contre les MNT et les services concernant la santé maternelle et infantile, les infections sexuellement transmissibles et la tuberculose. La promotion et la consommation d'aliments moins sains dès la petite enfance, et le lien entre cette consommation et l'apparition précoce de maladies non transmissibles ne sont pas suffisamment pris en compte. Les investissements destinés à assurer la disponibilité des médicaments essentiels, des équipements et des vaccins, et la dotation en personnel au niveau des soins de santé primaires sont par ailleurs insuffisants, et il faut décentraliser davantage les services pour faire face aux besoins de prévention, de détection précoce et de prise en charge des MNT.

⁷ OMS, *NCD Global Monitoring Framework*, <https://www.who.int/publications/i/item/ncd-surveillance-global-monitoring-framework>.



Faute d'actions immédiates contre les MNT, les États et Territoires insulaires océaniques resteront à la traîne, et verront leur développement socioéconomique entravé. Renforcer les actions menées contre les MNT en tenant compte des recommandations de la feuille de route régionale permettra de préserver les populations souffrant de MNT, de réduire la comorbidité et de promouvoir le bien-être de tous.

Recommandations soumises aux ministres pour examen

Recommandations à l'intention des pouvoirs publics

Les ministres de la Santé des pays océaniques sont invités :

1. À s'engager à élaborer et à exploiter immédiatement des cibles spécifiques concernant les progrès dans le Pacifique, à l'aide des indicateurs MANA et du cadre législatif océanique, et à utiliser les évaluations pour plaider en faveur d'une action nationale, afin que les pays progressent plus efficacement vers la réalisation des ODD et des cibles mondiales en matière de MNT.
2. À investir dans des ressources supplémentaires pour assurer la prévention efficace, la détection précoce et la prise en charge des MNT, notamment au niveau des soins de santé primaires, et pour maximiser l'impact des ressources disponibles en suivant des approches innovantes, en promouvant les vaccinations, en favorisant la bonne nutrition et en exploitant les enjeux transversaux afin de renforcer les services décentralisés de lutte contre les MNT.
3. À approuver et soutenir le cadre législatif océanique afin qu'il soit approuvé dans la région par les dirigeants politiques de haut niveau, par exemple les dirigeants du Forum des Îles du Pacifique et les ministres des pays membres du Forum, et à envisager davantage de possibilités d'actions au niveau de l'Océanie et d'utilisation dans les pays.
4. À prendre des mesures énergiques pour obtenir l'engagement des secteurs autres que la santé et l'engagement de la société civile s'agissant du leadership et de la gouvernance en matière de MNT au niveau national, ainsi que l'exécution d'activités connexes, notamment grâce à une action constante de plaidoyer en faveur des indicateurs MANA et d'autres indicateurs de progression, pour s'attaquer aux causes profondes de ces maladies en impliquant de manière coordonnée l'ensemble des pouvoirs publics et de la société ainsi qu'en préconisant l'intégration de la santé dans toutes les politiques.

Recommandations à l'intention des partenaires du développement

Les partenaires du développement sont invités :

1. À aider les États et Territoires insulaires océaniques à renforcer leurs mesures de lutte contre les MNT et à assurer le suivi des progrès accomplis au regard des indicateurs du tableau de bord MANA et des autres outils de suivi adoptés, et à utiliser ces informations pour inciter à la mise en œuvre de mesures dans des plans de travail annuels en matière de santé, ainsi qu'à une participation accrue de partenaires extérieurs au secteur de la santé.
2. À étudier les possibilités d'investir des ressources supplémentaires, y compris au moyen de dossiers d'investissement et en tirant parti des possibilités offertes par les enjeux transversaux, afin d'améliorer les services de prévention et de prise en charge des MNT, et de mener des interventions innovantes en faisant appel aux technologies de pointe et à des moyens de communication créatifs pour favoriser les changements de comportement.
3. À renforcer les efforts visant à améliorer l'engagement de la société civile, la coordination régionale, la collaboration internationale et les possibilités de mise en réseau pour les pays océaniques.





4. À soutenir l'approbation régionale et la mise en œuvre du cadre législatif océanien pour la lutte contre les MNT au niveau national.

BROUILLON



Annexe 1

Tableau de bord de l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) – Progrès accomplis sur la période 2019-2021 par rapport à 2017-2018

	Samoa américaines		Îles Mariannes du Nord		Îles Cook		États fédérés de Micronésie		Fidji		Polynésie française		Guam		Kiribati		Nauru		Niue		Nouvelle-Calédonie	
	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20
Leadership et gouvernance																						
L1. Groupe de travail plurisectoriel sur les MNT				*					*				***	***		***		**				
L2. Stratégie nationale plurisectorielle de lutte contre les MNT					***	***		***	***	***		*	***	***		***		***	***	***		*
L3. Indicateurs et objectifs spécifiques de la lutte contre les MNT	**				***	***	***	***	***	***			***	***	*	*		***		*		
Politiques de prévention																						
Tabac																						
T1. Taxes sur le tabac	**	***	**	**	**	**	*	*	*	*	***	***	*	*	*	*	*	*	*	*	***	***
T2. Environnements non-fumeurs	***	***	**	**	**	***		*	*	*	***	***	***	***	***	***	***	***		***	***	***
T3. Avertissements sur les dangers du tabac					**	***			***	***	***	***	*	*					***	*	*	*
T4. Interdiction de la publicité, de la promotion et du parrainage en faveur des produits du tabac		**				***			*	*	***	***			*	***	***	***		***	***	***
T5. Vente de tabac et délivrance de licences	***	***	***	***	*	*	N/A	*	***	***			*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
T6. Ingérence de l'industrie du tabac																			***			
Alcool																						
A1. Délivrance de licences pour réduire les ventes d'alcool	***	***	***	***	**	**	N/A	*	*	*	*	*	***	***	*	*	*	*	*	*	*	*
A2. Publicité pour l'alcool							N/A	***				*	*	*			*	*	*	*	*	*
A3. Taxation de l'alcool									***	***							***	***			***	***
A4. Alcool au volant	***	***	*	*		*	N/A		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Alimentation																						
F1. Réduction de la consommation de sel					**	*	***	*	***	***	*	*	***	***	***	***	*	*			*	*
F2. Acides gras trans				*		*																
F3. Marketing d'aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants						***									***	***						
F4. Politiques fiscales sur les produits alimentaires					*	*	*	*	*	*	*	*			***	***	***	***	*	*	*	*
F5. Politiques de promotion d'une alimentation saine en milieu scolaire	**				*	*	N/A	*	*	*	*	*	***	***	*	*	*	*	*	*	*	*
F6. Directives diététiques alimentaires					**	**			*	*	*	*	***	***	***	***			***	***	*	*
Activité physique																						
P1. Cours d'éducation physique obligatoire dans les programmes scolaires	***			***	**	***					***	***	*	*	***	***	***	***	***	***	*	*
Mise en application																						
E1. Mise en application des lois et réglementations relatives aux facteurs de risque associés aux MNT		*	***	**		***	N/A	*					*	*	*	***						
Programmes d'intervention des systèmes de santé																						
H1. Directives nationales pour la prise en charge des principales MNT	**	*			*	***		*	*	*	***	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
H2. Médicaments essentiels		***	***			***	N/A	*	*	*	***	***	***	***	*	*	*	*	*	*	*	*
H3. Sevrage tabagique	*	**	**	**	**	**	N/A	*	*	*	***	***	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
H4. Commercialisation de substituts du lait maternel									***	*					*	*						
H5. Initiative Hôpital ami des bébés									*	*												
H6. Congé de maternité et allaitement		*		*				*	*	*	***	***		***	*	*						***
Monitoring																						
M1. Prévalence des facteurs de risque (enquêtes) - population adulte	**	**	**	**	***	***	***	*	*	*			*	*	*	***	*	*	*	*	*	*
M2. Prévalence des facteurs de risque (enquêtes) - population jeune					***	*	***	*	*	*	***	***			*	*	*	*	*	*	*	*
M3. Suivi-évaluation de la croissance de l'enfant			*	*	**	***											***	***	***	***	*	*
M4. Consignation systématique des causes de mortalité	***		***	***	***	***	***	*	*	*	***	***	*	*	***	***	***	***	***	***	***	***

Note : rouge : non présent ; orange : en cours d'élaboration ; vert : présent ; effet de l'action : faible (*), moyen (**), fort (***) ; N/A : non applicable.

Tableau de bord de l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA) – Progrès accomplis sur la période 2019-2021 par rapport à 2017-2018

	Palau		Papouasie-Nouvelle-Guinée		Îles Marshall		Samoa		Îles Salomon		Tokelau		Tonga		Tuvalu		Vanuatu		Wallis et Futuna	
	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20	2017-18	2019-20
Leadership et gouvernance																				
L1. Groupe de travail plurisectoriel sur les MNT	***	***				*	***	***					***	***	*	*				
L2. Stratégie nationale plurisectorielle de lutte contre les MNT		*	***	***			***	***		*			***	***	***	***	***	***		
L3. Indicateurs et objectifs spécifiques de la lutte contre les MNT	***	***	***	***			*	***		*	***	***	***	***	*	*	***	***		
Politiques de prévention																				
Tabac																				
T1. Taxes sur le tabac	***	***		*		*	***	***					***	***	*	*	*	*	***	***
T2. Environnements non-fumeurs	*	*	***	***	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	***	***		
T3. Avertissements sur les dangers du tabac		*	*	***	*	*	*	***	*	*	*	*	*	*	*	*	***	***		
T4. Interdiction de la publicité, de la promotion et du parrainage en faveur des produits du tabac	***	***	*	*	*		***	*			*	*	*	*	*	*	*	***	***	***
T5. Vente de tabac et délivrance de licences	***	***	***	*		*		***	***	***			*	*	***	***	***	***		
T6. Ingérence de l'industrie du tabac								***												
Alcool																				
A1. Délivrance de licences pour réduire les ventes d'alcool	***	***	*	***	*	*	*	***	***	***	*	*	***	***	***	***	*	*	*	*
A2. Publicité pour l'alcool																				
A3. Taxation de l'alcool				*			*	*	*	*			*	*	*	*	*	*		
A4. Alcool au volant	*	*			*	*		*	*	*			*	*	*	*			***	*
Alimentation																				
F1. Réduction de la consommation de sel	*	*	*				***	***	*				*	*	*	*				
F2. Acides gras trans								*							*					
F3. Marketing d'aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants								*												
F4. Politiques fiscales sur les produits alimentaires					*	*	***	***			***	*	***	***			*	*	*	*
F5. Politiques de promotion d'une alimentation saine en milieu scolaire		*					*	***	*	*			*	*	*	*				
F6. Directives diététiques alimentaires		*			*		***	***	***	***			*	*		***				
Activité physique																				
P1. Cours d'éducation physique obligatoire dans les programmes scolaires			*	***			*	***	*	*	*	*	*	*					***	***
Mise en application																				
E1. Mise en application des lois et réglementations relatives aux facteurs de risque associés aux MNT		*					*	*				*	***	*	*	*	*	*	***	***
Programmes d'intervention des systèmes de santé																				
H1. Directives nationales pour la prise en charge des principales MNT		*	*	*			*	***	***	***	*	*	***	***	*	*	*	*	***	***
H2. Médicaments essentiels							*	***	*	*	*	*	***	***	*	*	*	*	***	***
H3. Sevrage tabagique	*	*		*				*	*	*			***	***			*	*		
H4. Commercialisation de substituts du lait maternel	***	***																		
H5. Initiative Hôpital ami des bébés																				
H6. Congé de maternité et allaitement							*	*												
Monitoring																				
M1. Prévalence des facteurs de risque (enquête) – population adulte	***	***	*			*	***	*	*	*	***	***	***	***	***	***	*	*	*	*
M2. Prévalence des facteurs de risque (enquête) – population jeune	***	***			*	*	*	*	*	*	*	*	***	***	***	***	***	***	***	***
M3. Suivi-évaluation de la croissance de l'enfant	***	*	***	*		*	*	*		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
M4. Consignation systématique des causes de mortalité	***	*			*	*	***	***	*	*	*	*	*	*	***	***	*	*	*	*

Note : rouge : non présent ; orange : en cours d'élaboration ; vert : présent ; effet de l'action : faible (*), moyen (**), fort (***) ; N/A : non applicable.



Annexe 2

Cadre législatif océanien pour la lutte contre les maladies non transmissibles

Veillez consulter le document séparé.

